

Habiter un territoire, les modalités et les demandes de la population

La notion d'habiter est complexe. Elle évoque d'abord un rapport physique à l'espace mais se définit aussi comme l'essence de l'être chez certains philosophes. Liée notamment à la question de l'échelle, elle touche également d'autres dimensions telles que le temps et le rapport social. De là, nous aborderons la question des aspirations propres à la société d'aujourd'hui et nous verrons comme elles sont marquées par le débat actuel sur l'environnement. Enfin, le changement climatique étant pour partie liée à des phénomènes naturels nouveaux, nous aborderons la notion d'habiter dans les territoires soumis au risque.

1.1. «Habiter» un territoire

Les deux objets induits par le verbe 'habiter' sont l'homme et l'espace et les modalités de leur interaction. Dès lors que l'homme investit l'espace, celui-ci devient territoire et s'en trouve emprunt d'un caractère humain, anthropique, voire social.

A. Lemoine travaillant sur la définition du mot territoire cite Guy Di Méo pour qui il « témoigne d'une appropriation à la fois économique, idéologique et politique de l'espace par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire, de leur singularité »³. Ici le territoire acquiert un caractère social par rapport à l'«espace», lieu matériel.

Nos lectures sur le thème de l'«habiter» nous font observer qu'il s'invite dans de nombreux champs et revêt à ces occasions des significations ou symboliques différentes.

Nous proposerons d'aborder la notion d'«habiter» selon trois thématiques nous paraissant pertinentes pour aborder les dimensions du terme, qui sans être exhaustives nous permettrons ensuite de décliner cette notion d'«habiter» dans des contextes plus spécifiques : les demandes actuelles par rapport à l'«habiter» et l'«habiter» en territoire à risque.

1.1.1- «Habiter», un rapport à l'échelle spatiale

Au-delà de ce que nous intéresse en premier lieu -l'idée d'habiter un territoire- le terme est plus couramment employé pour parler du logement et les synonymes sont multiples : logis, maison, abri, demeure... Inversement on peut habiter un pays, un continent voire se considérer comme citoyen du monde, expression souvent entendue aujourd'hui. On comprend que les dimensions auxquelles on fait référence n'induisent pas le même type de rapport au territoire, ne serait-ce que parce que nous habitons avec notre corps et qu'il n'appréhende pas ces différences étendues de la même façon. S. Vassart⁴ tire de l'étude de Moles la notion d'enracinement et de centralité de l'homme par rapport au lieu habité :

« L'homme a besoin d'espace, mais plus encore d'un lieu, ce que Moles appelle le point « Ici », lieu de l'enracinement. Moles décrit ensuite l'espace qui s'étend

³ Lemoine, A., *Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie*, L'Espace géographique 2006/2 (Tome 35), p115-132

⁴ Vassart, S. « Habiter », *Pensée plurielle* 2006/2 (no 12), p. 9-19. DOI 10.3917/pp.012.09

autour du sujet comme une série de coquilles emboîtées, de la plus petite (l'échelle du corps) à la plus grande (l'échelle du monde). Ces zones concentriques sont différenciées dans l'espace selon leur distance au sujet mais aussi selon la représentation, le vécu et l'expérience qu'en a l'individu. »

L'idée de ces coquilles emboîtées évoque une appréhension de l'espace et de l'«habiter» à toute les échelles de proche en proche, idée reprise par M. Stock⁵ dans son analyse des thèses de Sloterdijk pour qui «habiter» c'est créer des sphères:

« Parce qu'habiter signifie toujours déjà habiter, dans le petit que dans le grand, les hommes sont des êtres qui mettent en place des mondes ronds et regardent les horizons. Vivre dans des sphères signifie d'engendrer les dimensions dans lesquelles les êtres humains peuvent être contenus.»

Il va de soi alors que notre appréhension de l'espace de proximité ou physiquement investi diffère de notre appréhension du lointain même si de proche en proche, par le jeu des imbrications des coquilles et des sphères, nous habitons finalement le monde.

Néanmoins, la distance n'implique pas les mêmes modalités d'«habiter» et en d'autres termes, l'enracinement précédemment évoqué, comme la notion de centralité, n'impliquent pas le même rapport à l'espace habité, le même rapport au territoire. M. Stock nous éclaire grâce à ce qu'il définit comme le «modèle Heidegger-Moles» c'est-à-dire: « le rapport à l'espace qui valorise la proximité, l'enracinement, l'immobilité, la fixité [...] où l'espace des individus serait organisé de façon concentrique selon un gradient de familiarité, de l'espace proche au vaste monde ». Il constate le lien entre ces échelles qui ne serait pas simplement hiérarchique :

« Ensuite, elle permet également de ne pas limiter l'habiter aux seuls espaces du quotidien, aux seuls espaces pratiqués "habituellement". L'acte d'habiter ne se réduit pas aux activités consistant à résider (habitat et pratiques immédiatement périphérique), elle intègre l'idée selon laquelle il n'y a pas des niveaux hiérarchiques de pratiques spatiales (échelle du quotidien, de l'occasionnel - Europe - et de l'exceptionnel - Monde) mais à la fois une étroite relation et un télescopage entre ces différents niveaux.»⁶

Nous pouvons rapprocher ce concept de l'espace vécu, l'espace de l'expérience -par rapport à l'espace extérieur lointain et l'espace de la représentation- qui est aussi l'espace dans lequel nous habitons. Il faut l'entendre alors dans le sens le plus matériel et essentiel du terme : avoir un abri, avec son moyen d'expression : l'acte de bâtir. La distinction qu'opèrent F. Guérin-Pace et E. Filippova⁷ entre le sentiment d'«appartenance» et celui d'«appropriation» permet de nuancer encore davantage le propos. L'«appartenance» est le premier degré d'investissement par la socialisation et les connaissances liées à un territoire. L'«appropriation» spatiale indique un attachement plus fort par une plus grande implication dans les lieux et un certain bien-être éprouvé. Enfin, on pourra également parler d'«incorporation» lorsque les lieux font totalement sens pour l'individu. Les auteurs affirment par ailleurs que le sentiment d'appartenance à un lieu est indépendant du territoire qu'on habite.

Convoquons à nouveau Heidegger⁸ à ce propos. Pour lui, l'acte de bâtir et d'habiter sont étroitement liés et ce dernier préexisterait à celui de bâtir : « Nous n'habitons pas parce que nous

⁵ Stock M., *Théorie de l'habiter. Questionnements*. Paquot T., Lussault M. & Younès Ch. Habiter, le propre de l'humain., La Découverte, pp.103-125, 2007.

⁶ Stock M., op. cit

⁷ Guérin-Pace, F., & Filippova, E. (2008). *Ces lieux qui nous habitent: identités des territoires, territoires des identités*. Ed. de l'Aube

⁸ Heidegger, M. (1958). Bâtir habiter penser. *Essais et conférences*, 170-193

avons bâti, mais nous bâtissons et avons bâti pour autant que nous habitons, c'est à dire que nous sommes les habitants et sommes comme tels. » et « bâtir est, dans son être, faire habiter. Réaliser l'être du bâtir, c'est édifier des lieux par l'assemblent des espaces. C'est seulement quand nous pouvons habiter que nous pouvons bâtir ». Ainsi, les conditions d'habitabilité seraient un préalable : il faut qu'un site ait ce potentiel d'abri pour bâtir afin d'habiter. Nous pouvons l'interpréter comme une intentionnalité par rapport à un lieu. Nous pouvons émettre l'hypothèse que ce lieu choisi, outre sa qualité d'«habitabilité» (en terme de ressources, de fonctionnalités...), serait un lieu plus subjectivement habitable, un lieu élu, à l'endroit duquel on pressentirait un attachement possible. Apparaît alors la notion de processus et d'intentionnalité, un projet d'habiter, qui implique le choix du lieu et l'acte de bâtir. Ici nous pouvons utiliser le «bâtir» de Heidegger comme métaphore de l'expérience d'habiter dans le sens d'une construction des usages au sein du territoire, à la fois matérielle et immatérielle, et inscrite dans la durée.



Figure 3

1.1.2- «Habiter», un rapport au temps

D'abord, pour Bachelard, l'habiter s'exprime par des pratiques et des représentations inscrites dans le temps.⁹

Dans l'étude de certaines populations soumises à des territoires en mutation, B. Botea et S. Rojon développent le concept de «pensée nomade». Pour elles, l'habiter n'est pas du registre de la sédentarité mais d'un rapport temps-espace mettant en jeu la dimension du parcours: « l'habiter[...] sera conçu de manière non «aréale» mais «linéale», selon une pensée de l'inséparabilité du temps et de l'espace.»¹⁰

Le travail de F. Herouard sur un «savoir faire habiter»¹¹ entrepris à l'occasion de rencontres entre professionnels et habitants s'arrête sur la question de la durée dans le processus d'habiter. Il écrit que l'enracinement allant avec le fait d'habiter s'accompagne de la notion de demeurer et

⁹ Bachelard, G.. (1957). *La poétique de l'espace*. Paris: Presses universitaires de France.

¹⁰ Bianca Botea et Sarah Rojon, « Introduction », *Parcours anthropologiques* [En ligne], 10 | 2015

¹¹ Herouard F. Habiter, Etre, bien-être : éléments de méthode pour une investigation auprès des habitants, UMR 7544 LOUEST, <http://eso.cnrs.fr/fr/manifestations/pour-memoire/peut-on-pretendre-a-des-espaces-de-qualite-et-de-bien-etre/habiter-etre-bien-etre-elements-de-methode-pour-une-investigation-aupres-des-habitants.html>

s'attarder, la répétition et la routine contribuant à une certaine expression de l'«habiter». Notons également l'étymologie commune des mots «habiter» (du latin *habitare* du même sens) et «habitude» (du latin *habitu*) tous deux dérivés de *habere* (avoir, posséder) qui rappelle la notion d'appropriation .

L'étude de Ricoeur par M. Breviglieri l'amène à cette réflexion :

« Il me semble envisageable d'établir une anthropologie de l'habité attentive à cette quête primitive d'enracinement solide [...] Il y est alors question de comprendre l'apparition et l'affermissement de cette assurance à partir de la continuité qui tient liés l'émergence et le sentiment du vital, les premiers savoir-faire basiques préformés et les habitudes qui s'installent à demeure au milieu des choses rendues familières à l'usage. Quelque chose vient bien toucher, à travers ce fil de continuité qui se traduit dans l'expérience naturelle d'un monde familier à l'intime genèse de l'assurance de pouvoir [...]»¹²

«Habiter» implique ici une notion de continuité liée à l'enracinement et à l'habitude en introduisant également la question de l'usage. M. Stock le dit autrement : « la durée d'habiter est vue comme étant le vecteur de l'habitude, des routines, des actions récurrentes et récursives .»¹³

Nous voyons que le temps est toujours lié au phénomène d'attachement et d'enracinement, comme un confortement dans le fait d'habiter. Aussi, la notion d'habitude nous conduit à définir plus généralement le rapport de l'homme à l'espace habité à travers le concept du «faire». A ce sujet M. Stock écrit :

« [...] les individus ne sont pas dans un espace pré-déterminé, mais sont avec de l'espace, qui est sans cesse créé et vécu (*gestalten* et *erleben*). Ils ne sont pas seulement, mais font aussi avec de l'espace : la problématique de l'action, la mise en place de stratégies et de tactiques ainsi que les difficultés en termes de pratiques à l'épreuve doivent également être considérées. [...]“Le rapport aux lieux n'existe donc pas en soi, de façon indépendante, mais est toujours relié à la question des pratiques.»¹⁴

En introduisant la question des pratiques, nous inscrivons la fonction d'habiter dans un rapport plus large qui inclut l'activité et autrui, c'est-à-dire la société.

1.1.3- «Habiter», un rapport social

Pour M. Stock encore, «habiter» n'est pas seulement être dans l'espace mais faire avec de l'espace, et le rapport au lieu n'existe pas en soi mais est toujours relié à la question des pratiques¹⁵. Pour l'auteur ces pratiques font sens en tant que «manières» plus que par leur localisation ou fréquence. Heidegger va plus loin en avançant qu'«habiter c'est être» ou encore qu'habiter est la condition fondamentale de l'être humain. Cette phrase se traduit aussi par l'expression «être-présent-au-monde-et-à-autrui» traduisible en allemand par «dasein» (composition de "ici" et "être") qui doit être comprise comme un rapport non spatial mais plutôt relationnel «dans la communauté des hommes» :

¹² Breviglieri, M. *L'espace habité que réclame l'assurance intime de pouvoir: Un essai d'approfondissement sociologique de l'anthropologie capacitaire de Paul Ricoeur*. Études Ricoeuriennes/Ricoeur Studies, 2012

¹³ Stock M. dans Lazzarotti Olivier et al. *Habiter. Vers un nouveau concept ?* Paris, Armand Colin (pp. 59-78),2012

¹⁴ Stock M. op. cit

¹⁵ Stock M. ibidem

« Habiter, être mis en sûreté, veut dire : rester enclos dans ce qui nous est parent, c'est-à-dire dans ce qui est libre et qui ménage toute chose dans son être. Le trait fondamental de l'habitation est ce ménagement. Il pénètre l'habitation dans toute son étendue. Cette étendue nous apparaît, dès lors que nous pensons à ceci, que la condition humaine réside dans l'habitation, au sens du séjour sur terre des mortels.»¹⁶

Dans son essai *L'homme spatial*¹⁷ Lussault montre tout ce que nous projetons sur l'espace habité, sa valeur « est celle que les individus les groupes et les organisations y projettent et y fixent, en raison même de l'état, dans la société donnée, des systèmes de définition et de qualification des valeurs sociales. » Et encore : « Ce couplage interactif «spatialisation-sémantisation» instaure le statut d'objet de valeur de l'espace. »

Aussi, nous qualifions l'espace habité davantage pour ce qu'il représente par rapport à un système de valeur propre à un groupe que pour ses qualités intrinsèques, ou celles que lui attribuerait subjectivement un individu isolé. Cela sous-tend que nous habitons une société empreinte de certaines valeurs et que nous pratiquons le territoire avec d'autres, soumis au même système de représentation. Il nous semble intéressant de retenir ici ces deux notions de valeurs partagées entre habitants d'un même espace et de statut d'«objet de valeur» que nous pourrions également mettre au pluriel : «objets de valeurs» tant nous pensons que le territoire est un objet polymorphe et polysémique.

Alors que la notion d'échelle nous fait comprendre que le fait d'habiter se décline du plus proche (soi) au plus lointain (appartenance symbolique représentation), notre rapport à l'«habiter» n'implique pas les mêmes enjeux affectifs ou le même attachement. Il diffère en effet de l'échelle du lieu vécu à l'échelle du lieu éloigné représenté quand bien même nous y serions attachés pour une raison particulière (comme il pourrait s'agir d'une vaste étendue, le sentiment d'appartenir à une nation par exemple). Le temps rend compte d'une durée propice au sentiment d'enracinement et renforce le sentiment d'«habiter». Néanmoins, la notion d'«habiter» ne se réduit pas à un état physique, simple spatialisation du corps situé en un référentiel spatial donné. Elle implique un ensemble relationnel dont l'homme est le centre et pratique le territoire au sein d'un groupe qui partage les valeurs et les représentations qui lui sont attachées.

1.2. Habiter la planète, nouveaux questionnements, nouvelles aspirations

Alors que la question environnementale alimente le débat politique à l'échelle mondiale, la sphère scientifique se mobilise pour établir des diagnostics et des prévisions qui laissent peu de doutes quant à la nécessité d'agir. L'information largement relayée infuse dans l'opinion qui engendre de nouvelles aspirations pour ces habitants de la planète et des territoires vécus au quotidien. Nous verrons d'abord comment définir le terme d'«aspiration» dans ce contexte. Nous décrivons enfin

¹⁶ Heidegger, M. op. cit

¹⁷ Lussault, M. *L'homme spatial: la construction sociale de l'espace humain* (Vol. 363). Paris: Seuil, 2007

ces nouvelles aspirations parmi le désir de nature, d'implication sociale, de connaissance du patrimoine.

1.2.1-« Habiter la terre» aujourd'hui, de nouveaux enjeux, une mise à l'épreuve

Il n'est pas question de récrire une définition de l'«habiter» qui se substituerait à ce que l'on vient d'énoncer mais plutôt de la confronter au concret et à l'époque actuelle. Pour reprendre le concept d'«être-au-monde» de Heidegger, étant entendu qu'il s'agit plus d'un rapport relationnel que d'un positionnement physique (dans le monde), nous voyons que l'histoire contemporaine a fait évoluer tant nos idéaux, nos mode de vie, nos modèles socio-économiques que notre rapport à l'environnement. En effet, la France connu une croissance exponentielle depuis les années 1950 avec l'après guerre et le développement de l'industrie. Nous avons depuis remis en question un modèle productiviste fondé sur les sciences et un rapport prométhéen avec la nature, et avons, pour la plupart, essentiellement les démocraties occidentales dans un premier temps, peu à peu admis ses limites ¹⁸.

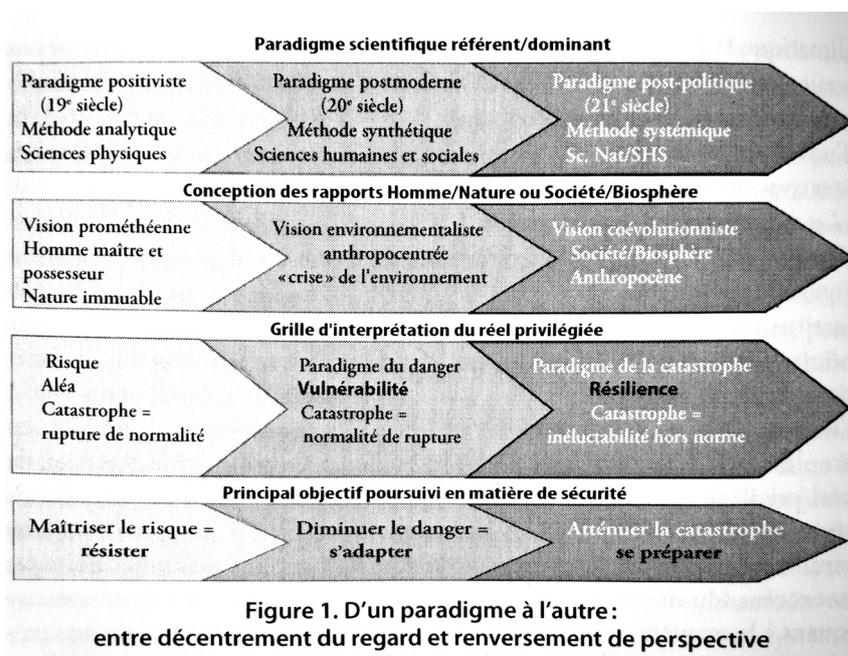


Figure 4

L'émergence de la notion d'environnement, dont le terme même n'est d'ailleurs véritablement apparu que dans les années 1960, va de pair avec cette conscientisation. Aussi, l'état des lieux de l'activité humaine sur la planète a fait l'objet de mesures (comme l'empreinte carbone par exemple), de bilans, et de prévisions quant aux évolutions possibles à brève et longue échéance. Nous limiterons notre propos sur l'émergence de la notion d'environnement à ses corollaires, c'est-à-dire aux phénomènes majoritairement admis comme avérés qui aujourd'hui interfèrent avec l'«habiter».

¹⁸ McNeill, J. R., & Beaugrand, P. (2010). *Du nouveau sous le soleil: une histoire de l'environnement mondial au XXe siècle*. Champ Vallon

A la demande du G7 dans le cadre du programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) créé en 1988 mobilise près de 3500 scientifiques pour produire un rapport tous les cinq ans. Il consiste en une synthèse de l'état des connaissances sur le climat, basé sur les travaux publiés dans des revues scientifiques¹⁹. Voici quelques conclusions qui synthétisent le contenu du dernier rapport publié en 2014 :

- les activités humaines, notamment l'usage des énergies fossiles, a conduit à une hausse exceptionnelle de la concentration des gaz à effet de serre transformant le climat à un rythme jamais vu par le passé.
- Le lien entre les activités humaines et l'accroissement des températures constaté depuis 1950 est extrêmement probable
- Une hausse du niveau des mers est prévue, tous scénarios confondus, située entre 29 et 82 centimètres d'ici la fin du 21^{ème} siècle (2081-2100)
- Les experts s'attendent également à ce que le réchauffement climatique provoque des événements météorologiques extrêmes plus intenses, tels que les sécheresses, pluies diluviennes et – cela est encore débattu – des ouragans plus fréquents
- Pour maintenir la hausse des températures sous le seuil de deux degrés, nous devons réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 10% par décennie
- Entre 2016 et 2035, il est probable que les températures moyennes de l'air augmentent en moyenne de 0,5°C (de 0,3 à 0,7°C selon les scénarios) soit +1,2°C entre 2016 et 2035 par rapport à 1850.

Ajoutons au problèmes des changements climatiques, leurs causes et leurs effets, la question de l'épuisement des ressources naturelles et leurs conséquences : la modification de l'environnement²⁰. L'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économiques) a publié un rapport sur les «Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2030»²¹ où sont abordés dans le chapitre *Le monde à l'horizon 2030 - Les conséquences de l'inaction des pouvoirs publics* les défis environnementaux parmi lesquels la biodiversité, l'eau douce, les flux de déchets et de matières et la santé.

Parallèlement à la démarche scientifique d'initiative internationale menée par le GIEC dont les conclusions sont majoritairement admises aujourd'hui, le sujet du changement climatique et ses conséquences voient une large exposition dans les sujets d'actualités débattus, les médias, les programmes de certaines formations politiques... Tous les champs y compris celui des sciences humaines s'en emparent. L'environnement fait l'objet d'un onglet spécifique sur les sites des grands journaux nationaux au même titre que la politique ou l'économie («Planète » pour Le Monde, «Sciences & Environnement» pour Le Figaro). Récemment, deux nouveaux indicateurs du problème de l'épuisement des ressources naturelles sont venus illustrer de façon très pragmatique ces problèmes. D'abord l'indice du «nombre de planètes nécessaires» pour produire les ressources que nous consommons – en utilisant de l'eau et des surfaces agricoles – et pour absorber les déchets générés. L'article du 15/05/2017 paru dans Courrier international rapporte les conclusions du National Footprint Accounts 2016 : «si nous vivions comme 30 % des nations, essentiellement en Afrique et en Asie, moins d'une planète suffirait pour satisfaire nos besoins. Mais il faudrait plus de

¹⁹ Gemenne F., *Géopolitique du changement climatique*, Armand Colin, 2009

²⁰ Terme utilisé par l'OCDE dans son rapport Les conséquences, D. L. I. Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 (chapitre. «Facteurs de modification de l'environnement»)

²¹ OCDE ibidem

neuf Terres si la population mondiale vivait comme le Luxembourg »²². Global Footprint Network quant à lui calcule chaque année le «jour du dépassement de la Terre» qui arrive chaque fois plus tôt. Le 1er juillet 2017 Le Monde titrait : «Depuis aujourd'hui, l'humanité vit à crédit » (en 1974 le jour de dépassement se situait début décembre).

Le «jour du dépassement», quand l'humanité vit à crédit

L'empreinte écologique (consommation de ressources et rejets de polluants) dépasse la capacité de régénération de la Terre

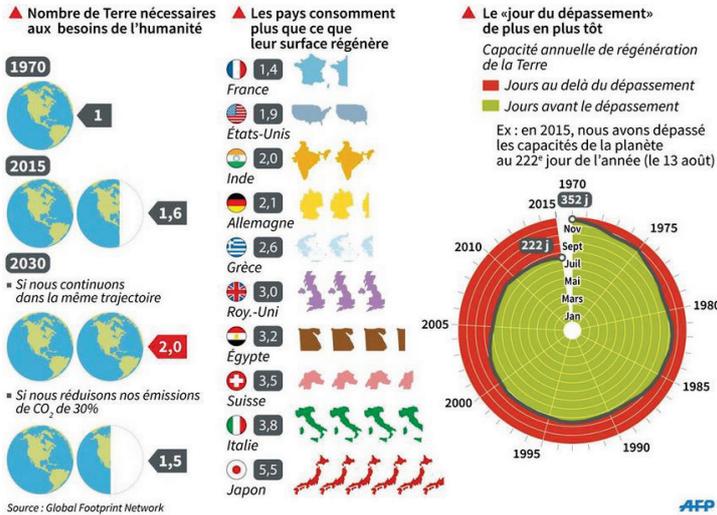


Figure 5

Le WWF (de l'anglais World Wide Fund for Nature), utilise un autre outil, l'«empreinte écologique» qui consiste pour chaque individu à calculer la surface dont il a besoin pour produire ses biens et absorber ses déchets²³. Ces indicateurs très parlants s'accompagnent par ailleurs d'une offre d'information très importante pour qui s'intéresse à ces différents sujets, et les rapports scientifiques chiffrés les plus pointus côtoient les sites de contenu adressé aux professionnels comme les sites pédagogiques à l'intention du grand public, tous en libre accès sur internet.



Figure 6

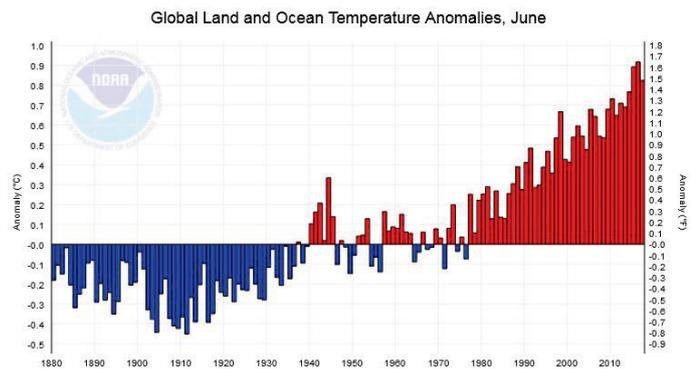


Figure 7

²² www.footprintnetwork.org

²³ Questionnaire disponible sur le site www.wwf.fr cité dans l'article de *Le Monde*, Le WWF prend les empreintes de l'homme sur la planète du 22/08/2002

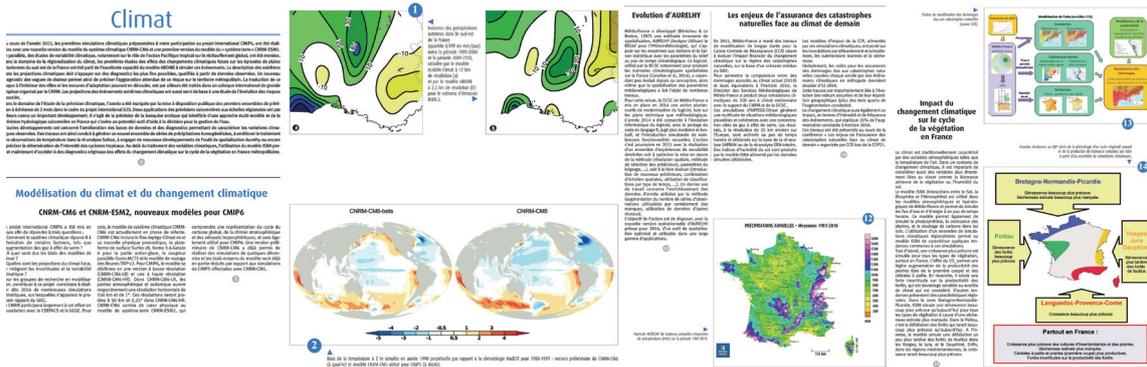


Figure 8

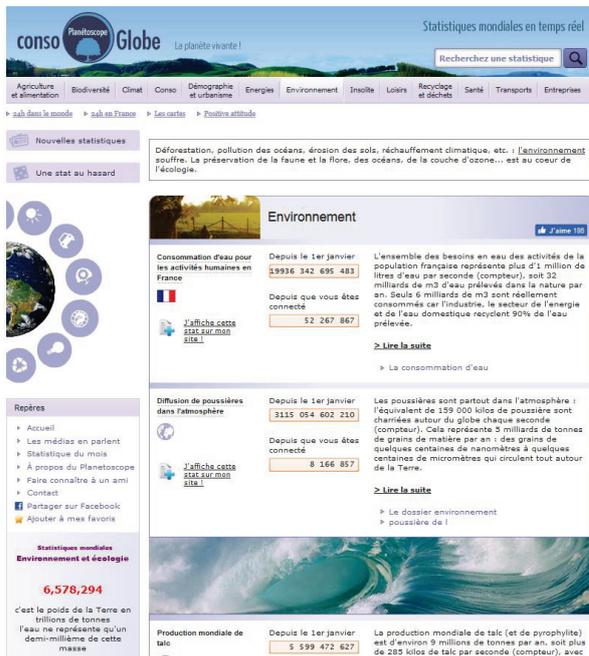


Figure 9

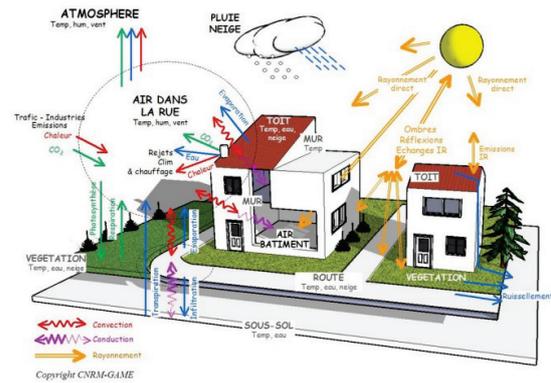


Figure 10

1.2.2- Les aspirations d'une population

Le travail du sociologue Chombart de Lauwe²⁴ nous permet d'appréhender le terme « aspiration ». Etudié plus spécifiquement dans le cas des aspirations liées à la culture et à l'éducation, il expose néanmoins des considérations d'ordre général utiles car transposables à notre sujet d'étude (les habitants).

« L'aspiration est définie comme un processus psychologique par lequel un sujet (individu ou groupe) est attiré et poussé vers un objet proche ou lointain, à travers des images, des représentations, des symboles, et qui contribue à définir et à orienter ses projets. Le sujet peut être un individu ou un groupe. L'objet peut se

²⁴ Chombart de Lauwe PH., 1971, *Pour une sociologie des aspirations. Eléments pour des perspectives nouvelles en Sciences Humaines*, Paris, Denoël et *Transformations De l'Environnement, Des Aspirations Et Des Valeurs / Par Paul-Henry Chombart De Lauwe Et Agnès Losonczi, Teolinda Bolivar, Stepan Nowakowski. etc.* Éditions du Centre national de la recherche scientifique (Paris), 1976

rapporter à un élément matériel de l'environnement ou à des idéaux lointains.
L'aspiration a toujours un aspect social en même temps qu'un aspect personnel.»

Nous retenons ici plusieurs arguments. D'abord, qu'il s'agit d'un processus psychologique, qui bien qu'il puisse être partagé (individu ou groupe) émane de l'individu singulier, nous dirions son fort intérieur. Dans ce sens, comme nous l'avons vu dans le cas où l'individu s'approprie un territoire dans un certain attachement, il est de l'ordre du désir et émane d'une représentation positive. Ensuite, l'aspiration peut émerger des objets physiques ou de concepts. Chombart de Lauwe écrit encore :

« Nous ne parlons d'aspirations que pour souligner l'importance de ce processus particulier dans un ensemble beaucoup plus vaste de processus sociopsychologiques incluant les représentations, les intérêts, les besoins, les valeurs, les projets, [...] qui correspond à ce que nous appelons l'élaboration culturelle. »

Aussi, nous pouvons ajouter aux objets et concepts précédemment retenus les manifestations de cette «élaboration culturelle» que nous simplifierons en les regroupant sous le terme représentations. Ainsi nous nous intéresseront aux objets, aux concepts mais également à leur représentations c'est à dire aux formes éloignées qui s'y rattachent.

Enfin, bien qu'éprouvée individuellement l'aspiration est souvent partagée par les membres d'un même groupe social et la considérer individuellement revient quelque part à en noter des nuances.

Ainsi, cette définition nous donne toute légitimité à chercher de quels ordres pourraient relever les aspirations de ce que nous pourrions identifier par une catégorie ou un groupe : «les habitants», entendu dans un sens large puisque déterritorialisé.

D'après ce que nous supposons, ces aspirations peuvent donc être d'ordre matériel, idéal ou symbolique.

Ici, nous nous sommes confrontés à la difficulté rencontrée pour trouver des sources immédiatement exploitables qui traiteraient exclusivement de ce sujet. Le plus souvent, les habitants sont interrogés sur des problématiques spécifiques et donc à travers un questionnement orienté, ou bien encore sur des faits ou projets réalisés pour en donner leur ressenti ou évaluation personnelle a posteriori. Il s'est avéré difficile de trouver des données sources ou autrement dit des études dont le libellé serait : « les nouvelles aspirations des habitants ». Aussi nous avons dû procéder autrement, par une sorte de recollement entre les sujets d'actualité, les sondages d'opinion récents, les considérations émanant de champs divers (sociologie, écologie politique, science...), notre analyse introductive du terme «habiter» et également notre intuition.

Le point de départ a consisté à s'appuyer sur le terme «nouvelles» qui de proche en proche, et en le confrontant à ce qui pourrait être d'«anciennes» aspirations, nous a conduit à nous interroger sur les moteurs qui seraient l'origine de leur évolution. Cette approche nous a semblé justifiée d'autant qu'elle prend pour objet un groupe, un ensemble sociétal et non des individus isolés qu'on pourrait suspecter d'être des cas isolés. Par ailleurs nous avons montré plus haut l'homogénéité et le caractère partagé des propositions qu'induit le terme aspiration ce qui nous conforte dans cette approche globale. Néanmoins, les termes «groupe social» ou «ensemble sociétal» peuvent aussi faire référence aux classes sociales. Ce n'est pas sous cet angle que nous aborderons la question en tant que cela répond à un autre type d'aspirations. En effet les classes sociales font référence à des caractéristiques comme le niveau économique, le niveau social, ce qui a trait aux choix résidentiels

et aux modes de vie, ce que recoupe Bourdieu sous le terme d'«habitus de classe»²⁵, ce n'est donc pas ce qui nous intéresse ici.

1.2.3. Les aspirations observées dans la population autour des questions de nature et d'environnement

Un sondage réalisé en 2005 pour le Comité français de l'Union mondiale pour la nature (UICN) et le magazine Terre Sauvage a mis en lumière une prise de conscience des français face à la dégradation de la nature et les problèmes liés à la diversité. Selon ce sondage²⁶ :

- 84% des français pensent que l'accélération actuelle de la disparition du nombre d'espèces appauvrit l'héritage commun
- 71% estiment qu'elle réduit les possibilités de lutter contre les maladies des plantes
- Concernant les attentes d'information sur la dégradation de l'environnement, 26% (la majorité) mettent la pollution de l'eau en tête de liste et 25% d'entre eux demandent à être informés en priorité sur l'effet de serre et le changement climatique.

Dans le sondage réalisé par IFOP pour le WWF en 2016, les français feraient consensus, tous bord politique confondu, pour souhaiter à 87% qu'une part de 30% de l'énergie soit issue des énergies renouvelables en France d'ici 2030. 86% sont d'accord pour une réduction de la consommation d'énergie. Ils adhèreraient également à 77% pour l'interdiction de l'exploitation des gaz de schiste et à 84% pour celle des OGM.

Un autre sondage réalisé par OpinionWay²⁷ en 2015 donne pour 83% la proportion de français qui pensent qu'« il est préférable de préserver la nature, quitte à freiner le développement économique et les transports dans leur région ». Par ailleurs 66% des habitants de Paris et 44% des habitants des villes de plus de 100 000 habitants estiment que « la nature n'est pas assez présente dans leur quotidien » et 33% disent consommer des produits biologiques et/ou locaux.

Enfin le sondage réalisé à l'occasion de la COP21 par Havas Paris-Ipsos en 2015²⁸ montre que :

- 89% des Français ont l'impression que le climat a déjà changé. Cette impression se matérialise en priorité à travers les inondations pour 75% des Français et des tempêtes pour 70% d'entre eux
- 80% pensent que le changement climatique est dû en grande partie à l'activité humaine
- Face à ces inquiétudes, les Français nourrissent un sentiment d'urgence (52%) et ressentent le besoin d'une mobilisation (30%). Convaincus qu'il existe un pouvoir d'action, 88% pensent que des solutions novatrices existent pour réduire l'impact du changement

²⁵ Définition de l'*habitus de classe*: Partie de l'*habitus* (système de dispositions acquises, incorporées de manière durable, et tendant à reproduire la logique des conditionnements qui sont à son origine) qui est déterminée par la position de l'agent au sein du champ des classes sociales, et qui est partagée par l'ensemble des agents qui ont cette position en commun. Bourdieu, P. (2016). *La distinction: critique sociale du jugement*. Minuit.

²⁶ Sondage réalisé par le Crédoc – Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie – auprès de 500 personnes toutes catégories sociales confondues, âgées de 18 à 93 ans du 28 novembre au 6 décembre

²⁷ Sondage réalisé en 2015 par OpinionWay pour la Fête de la nature, sur 1006 individus représentatifs

²⁸ Enquête sur les Français face au changement climatique réalisée en février 2015 auprès d'un échantillon représentatif de 995 personnes de 15 ans et plus

climatique au niveau collectif et 71% qu'ils peuvent agir personnellement, pour contribuer à la réduction de l'impact du changement climatique

Relevons ces derniers éléments relatifs à la mobilisation et au collectif qui nous amène à considérer un autre facteur qui émerge depuis les années 1990, la participation, qui traduit notamment un intérêt croissant pour la démocratie locale ²⁹.

1.2.4. Autres aspirations issues d'une demande sociale projetée sur le territoire

Dans son travail de recherche³⁰, B. Jouve³¹ étudie la montée du processus de participation. Celui-ci constate « l'émergence d'une société civile plus organisée politiquement et demandant une valorisation de la démocratie participative dans les processus décisionnels ». Il parle de «transfert de ressources politiques et de capacité d'organisation» dans ses travaux liés à l'«empowerment». Si la participation est un sujet à part entière dont il faudrait exposer l'évolution et les modalités de mise en place, notamment dans les politiques de la ville successives depuis plusieurs décennies, il nous intéresse bien entendu ici comme «aspiration». L'aspiration à la participation, trouve son origine, entre autres, dans la crise de la représentation³². Elle résonne d'autant plus avec notre sujet, les habitants, puisque nous nous concentrerons sur le territoire de la ville et que le processus participatif se développe principalement dans les études urbaines³³. Et par ailleurs le risque, comme autre composante de notre problématique, trouve aussi comme nous le verrons sa plus grande expression dans l'espace urbain.

La combinaison entre la recherche d'une plus grande proximité avec la nature et une aspiration à la participation et au collectif s'illustre dans le désir d'espaces partagés plantés, de lieu de sociabilité ouverts, proposant des activités de loisirs. Des études réalisées en ville pointent l'importance accordée aux lieux de convivialité et les potentialités des territoires. Ainsi, dans l'étude menée par le Certu en 2006 ³⁴ :

« La qualité des espaces verts urbains est une préoccupation majeure. Espace de rencontre, de sociabilité, espace de détente, de jeux, de loisirs, ce sont des espaces à voir, à pratiquer et à vivre. Ils participent au maintien des conditions de vie et à l'amélioration de la qualité environnementale.»

Une étude parue en juin 2014 dans *Villes et Valeurs* réalisé par HTS Consulting affiche les tendances exprimées par les habitants de 5 grandes villes françaises ³⁵. Cette étude traduit l'exigence renforcée des habitants en termes de lien social, non quantifiables et à dimension citoyenne. Ce

²⁹ Faure A., Glassey O. et Leresche JP., *Démocratie participative et démocratie différentielle*, Métropoles [En ligne], 7 | 2010, mis en ligne le 09 juillet 2010, consulté le 16 août 2017. URL : <http://metropoles.revues.org/4173>

³⁰ Revue *Métropoles* ibidem

³¹ Jouve, B., Linossier, R., Zepf, M., (dir.), (2003), *Renouvellement urbain et technologies de l'information et de la communication : analyse comparée de Lyon et Montréal*, FORMéquip, ENTPE, Vaux-en-Velin et Jouve, B., (2006), *L'empowerment : entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement*, *Géographie, Economie et Société*, n° 8

³² Alain Faure et al, op. cit.

³³ Alain Faure et al, ibidem

³⁴ Certu - Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise, *De la qualité de vie au diagnostic urbain : vers une nouvelle méthode d'évaluation*, 2006, 128p

³⁵ www.huffingtonpost.fr

lien social s'exprime au travers de valeurs clefs comme le partage (de l'espace urbain, des services), la responsabilité (environnement, jardins collectifs...) et la solidarité. Celle-ci se manifeste à travers l'entraide générationnelle qui devient un engagement entre habitants. Selon l'étude l'entraide se concrétise particulièrement face à des faits exceptionnels, notamment lors de procédures d'évacuation en cas d'inondation : à Orléans, chaque habitant de la zone inondable connaît son hôte temporaire, c'est-à-dire la personne qu'elle hébergera en cas de nécessité.

Enfin abordons le concept du patrimoine qui se manifeste dans une demande sociale et parallèlement dans une politique de mise protection croissante des biens culturels. A cet égard, J. Davallon explique comment on n'est passé «du» patrimoine à «des» patrimoines en ouvrant ce terme à de nouveaux champs tels que le patrimoine vernaculaire, le patrimoine immatériel de la mémoire, le patrimoine naturel, ...

« Tout le monde est à peu près d'accord pour considérer ces nouveaux patrimoines comme un phénomène social, autrement dit pour le considérer comme l'effet d'un intérêt, d'un goût, d'un investissement - certains diront d'un engouement - social. Sous cet angle, on s'accorde aussi à dire qu'est «patrimoine» - du moins patrimoine nouveau - tout ce qui peut être revendiqué par un groupe social comme tel : tout ce que ce dernier estime avoir reçu et qui, à ce titre, présente une valeur pour lui.»³⁶

Les manifestations d'adhésion à la célébration du patrimoine, notamment en ville sont multiples et connaissent un grand succès - la *Journée du patrimoine* et *Nuit blanche* en sont des illustrations.

Ramené au sujet qui nous intéresse, nous voyons comment -qu'il s'agisse du patrimoine naturel, du patrimoine vernaculaire ou encore du patrimoine mémoriel- il est fortement lié à la notion de territoire et des représentations.



Figure 11

Ainsi nous avons montré comment la remise en question d'un modèle impactant à l'échelle mondiale, relayé par la communication scientifique, médiatique et militante, est concomitant avec une demande sociale croissante de nature, d'espaces de sociabilisation, de loisirs, de mobilisation collective et un intérêt accru pour le patrimoine. Nous ne concluons évidemment pas à un rapport strict de cause à effet tant il s'agit de processus complexes, liés également à des contextes socio-économiques, culturels et politiques spécifiques à chaque territoire. Nous constaterions vite que

³⁶ Davallon, J. Introduction. In: Culture & Musées, n°1. *Nouveaux regards sur le patrimoine* (sous la direction de Jean Davallon) pp. 13-18, 2003

ces tendances s'expriment avec des variantes, spatialement et selon les groupes sociaux, les générations données etc. L'hypothèse de travail est donc de partir de ce constat de certaines demandes actuelles de la société dans le contexte que nous venons de décrire et d'envisager ces tendances comme des aspirations touchant le mode d'«habiter» aujourd'hui.

1.3. Les territoires à risque, où habiter avec le sentiment de vulnérabilité

Une des définitions du risque communément admise est celle énoncée par les premiers travaux des géographes. Il s'agit de la rencontre d'un aléa avec la vulnérabilité, laquelle est fonction des enjeux en présence. B. Ledoux ³⁷ précise la distinction entre les deux termes enjeux et vulnérabilité. Les enjeux correspondent aux personnes aux biens et aux activités en zone inondable. Ils sont évalués de façon quantitative ou monétaire. La vulnérabilité correspond à la propension des biens à subir des dommages et des personnes à subir des préjudices corporels.

Il faut distinguer les risques individuels (conduite rapide, tabagisme...) des risques collectifs, dont les risques naturels et en particulier le risque d'inondation font partie ³⁸.

Les chiffres donnés par le ministère de la Transition écologique et solidaire ³⁹ donnent les deux tiers des communes françaises exposées à au moins un risque naturel avec un français sur quatre potentiellement exposé aux inondations. Il donne les caractéristiques du «risque majeur» - de nombreuses victimes, un coût important de dégâts matériels, des impacts sur l'environnement - qui correspond au dernier degré sur une échelle de 6, catastrophe majeure, de l'évaluation des dommages humains et matériels (0: incident, 1: accident, 2: accident grave, 3: accident très grave, 4: catastrophe, 5: catastrophe majeure). Il distingue également cinq types d'inondation différentes et évalue en parallèle le degré d'exposition aux risques pour les plus importants :

- crue ou débordement de cours d'eau / 7,1 millions de résidents permanents et plus de 9 millions d'emplois exposés aux différentes conséquences des inondations par débordement de cours d'eau, dont 16,8 millions en métropole
- ruissellement en surface
- submersion marine / 1,4 million d'habitants 850 000 emplois et 20% des habitations exposés au risque de submersion marine
- remontée de nappe phréatique
- rupture d'ouvrage
-

³⁷ Ledoux, B. *La gestion du risque inondation*. Tec & doc, 2006

³⁸ Galepois, M. *Face aux risques d'inondation*. Presses de la Rue d'Ulm, 2012

³⁹ www.ecologique-solidaire.gouv.fr



Figure 12

Le quotidien *Le Monde* ⁴⁰ titrait le 8 août 2017 dernier : « D'ici à 2100, deux européens sur trois seront affectés par des catastrophes climatiques ». L'article se base sur une étude récente publiée dans la revue *The Lancet Planetary Health* qui a analysé les effets des sept types de catastrophes les plus meurtrières – les vagues de chaleur, celles de froid, les feux de forêt, les sécheresses, les inondations fluviales et côtières et les tempêtes, et estime que d'ici 2100 le nombre de morts lié aux catastrophes serait multiplié par cinquante. Néanmoins, selon cette même étude, si les inondations côtières liées en grande partie à l'élévation du niveau des mers augmenteraient considérablement multipliant le nombre de morts par quarante et produisant des dégâts matériels considérables, les inondations fluviales connaîtraient elles des augmentations plus mesurées.

Ce type d'étude extrêmement alarmiste pourrait certainement faire l'objet de critiques, le débat sur le climat et les méthodologies de prévision d'évolution, portant à polémique. En effet, les conclusions du rapport du GIEC mentionné plus haut ne s'engagent jamais aussi loin.

Nous voyons que bien que de grande ampleur, les risques inondation - mise à part la submersion marine fortement liée à la montée des eaux et au changement climatique - ne peuvent pas être directement imputés au changement climatique. Pour prendre l'exemple des orages cévenols, Philippe Drobinski, directeur de recherches au CNRS interrogé par *Le Monde*, indique que ces épisodes sont effectivement favorisés par un contexte de grande chaleur qui retient davantage la vapeur d'eau et provoque plus de précipitations, mais il n'est pas possible aujourd'hui de conclure à un lien direct avec le réchauffement.

F. Vinet ⁴¹ constate que lors des enquêtes effectuées sur le risque d'inondation et les causes de sa recrudescence, le réchauffement climatique apparaît de plus en plus comme un facteur aggravant des inondations au même titre que l'urbanisation et le manque d'entretien des cours d'eau.

Néanmoins, les médias comme l'opinion publique restent persuadés de la corrélation entre le réchauffement climatique et une augmentation des inondations comme le montre une enquête de

⁴⁰ www.lemonde.fr

⁴¹ Vinet F., *Le risque inondation. Diagnostic et gestion*, Collection Science du Risque et du Danger (SRD), série Innovations, Edition Tec et Doc Lavoisier, 2010

l'Institut Français de l'Environnement (IFEN) en 2005 montrant que 79% des ménages croyaient que la multiplication des catastrophes naturelles était liée à l'augmentation de l'effet de serre. Pour L. Guay ⁴², le changement climatique fait aujourd'hui l'objet d'une large controverse sociale. Mais il donne ces quelques propositions qui sont éclairantes pour développer notre propos sur la position de l'habitant dans ce contexte :

« Les changements climatiques sont apparus à plusieurs comme un tournant : un moment où on prend connaissance et conscience que l'humanité est peut être entrée dans une ère géologique nouvelle, l'anthropocène. La notion demeure contestée, mais elle fait image et porte un sens fort: l'action humaine agit en profondeur sur les risques naturels, y compris les plus grands comme le climat. Que faut-il en penser, que doit-on, que peut-on faire et à quelle vitesse ? Ce sont, en somme, ces questions que se posent les acteurs sociaux sur eux-mêmes et sur les systèmes qu'ils habitent, au propre et au figuré, et que la controverse sur les changements climatiques soulève.»

F. Vinet ⁴³ note que des différents écrits de référence en sociologie sur la notion de risque le conçoivent comme une conséquence de la modernité de nos sociétés industrielles et postindustrielles. Pour Beck ⁴⁴, la mondialisation génère de nouveaux périls par l'accélération des transformations sociales et techniques. Parallèlement, la standardisation des modes de vie uniformiserait le rapport social et individuel au risque rendant le rapport au risque « universel » et gommant les différenciations entre les groupes sociaux, d'où la difficulté de distinguer aujourd'hui ce qui relève du singulier et du global dans le rapport au risque. Ce raisonnement conduit l'auteur à considérer le risque comme une grille de lecture des rapports homme/nature et des rapports sociaux.

F. Rudolf ⁴⁵ parle d'une « conscience collective selon laquelle un nouveau type de société aurait fait son avènement » et d'individus qui sauraient que les menaces auxquelles ils sont confrontés sont produites socialement. Pour elle, il y aurait aussi une contradiction entre une société qui créerait des inégalités et du risque mais qui pour cette raison même (dans à difficulté à en accepter la responsabilité) aurait du mal à l'affronter.

Pourtant, le risque aujourd'hui perçu collectivement fait l'objet d'une forte demande sécuritaire du fait du contexte socio-économique et des contraintes sociales qui les sous-tendent . Cette demande sécuritaire est à la fois une preuve de vulnérabilité et un moteur pour la prévention ⁴⁶.

B. Ledoux ⁴⁷ dans son chapitre « L'inondation n'est pas le risque » souligne que la perception du risque peut être modifiée par l'absence d'enjeux liés à l'évènement. Il évoque des élus inquiétés par une fréquence accrue des inondations comparé à 20 ans auparavant, où ils ne connaissaient pratiquement pas ce genre d'épisode. Interrogés ensuite sur l'histoire de leur village ils finissent par convenir que l'habitat avait évité les zones inondables par le passé mais que l'urbanisation récente avait effectivement cherché les zones à proximité de la rivière.

« Leur perception de l'évènement inondation était faussée : leur mémoire, et probablement celle de leurs administrés, retenaient les catastrophes, c'est-à-dire les débordements ayant provoqué des dommages, mais pas toutes les inondations.

⁴² Rudolf F., *Les villes à la croisée des stratégies globales et locales des enjeux climatiques*. Presses de l'Université Laval, 2016

⁴³ Vinet, F op.cit.

⁴⁴ Beck, U. *La société du risque, sur la voie d'une autre modernité*, (traduction française en 2001). Paris, Aubier, 1986

⁴⁵ Rudolf, F op.cit.

⁴⁶ Vinet, F op. cit

⁴⁷ Ledoux, B. op. cit

C'est d'ailleurs toute la difficulté d'une histoire «des inondations». Ce que les archives ou la mémoire collective retiennent , c'est la survenance de catastrophes.»

Cela met également l'accent sur un autre aspect du risque, son invisibilité et la notion de potentialité qu'il recèle ⁴⁸. Kermisch, en se basant sur une analyse de la notion de risque dans la littérature propose deux conceptions du risque, qu'elle estime complémentaires. D'abord une définition quantitative qui rend compte des dommages et ensuite une définition constructiviste ou qualitative qui s'attache aux représentations, et aux enjeux éthiques, politiques et socioculturels. Il en découle une vision multidimensionnelle du risque ouverte où doit s'exprimer «la complexité et la spécificité de chaque type de risque dans le contexte où il se développe.»

Sans conclure que la maîtrise du risque ou encore le désir de sécurité pourrait constituer un type d'aspiration en tant que tel, le risque cristallise néanmoins des attentes de la part de la population. Nous y voyons, à travers une certaine représentation collective d'une société otage du «Global change ⁴⁹» une piste pour interpréter l'attitude des habitants vis-à-vis de l'«habiter» en général, et du risque en particulier.

Le risque tel que ressenti aujourd'hui est à la fois un marqueur de notre société moderne en crise - tel que le conçoit Beck - et un assujettissement difficilement acceptable pour la population qui s'est habituée, depuis l'avènement de l'ère moderne, à la maîtrise sur la nature grâce à la technique.

Pourtant, notre vision contemporaine du risque a évolué avec l'histoire et sa gestion est également le fruit de politiques basées sur la technique dont le bien fondé mérite d'être à chaque fois réinterrogé. C'est ce que formule M. Gralepois ⁵⁰ à propos du risque d'inondation à travers cette affirmation sous forme de question : « Une inondation est-elle due uniquement à un phénomène naturel extraordinaire, ou également à la persistance de contradictions entre les politiques de prévention des risques, d'aménagement des territoires et de développement durable ? ». La question du risque est effectivement subordonnée à des intentions politiques qui s'expriment sur le territoire par l'aménagement mais également dans les textes. La réglementation en la matière n'a cessé d'évoluer et de se décliner sur les différentes facettes du risque.

⁴⁸ Kermisch, C. Vers une définition multidimensionnelle du risque. *[VertigO] La revue électronique en sciences de l'environnement*, 12(2), 2012

⁴⁹ *Global change* (en français *Changement global*), définition issue du site <http://geoconfluences.ens-lyon.fr> : désigne le changement des conditions climatiques dans l'atmosphère terrestre liées aux activités humaines. En français, l'expression a progressivement glissé vers un sens plus large pour désigner tous les changements imprimés aux écosystèmes par l'anthropisation, dans le cadre plus général de l'avènement d'un Anthropocène, une ère géologique dans laquelle les sociétés humaines transforment de manière irréversible leur environnement.

⁵⁰ Gralepois, M. op. cit.